

- Vu le code de l'Éducation ;
- Vu le décret du n°2011-21 du 5 janvier 2011 relatif à l'École normale supérieure Paris-Saclay ;
- Vu le décret du 21 novembre 2022 portant nomination de Nathalie CARRASCO en qualité de Présidente de l'École normale supérieure Paris-Saclay à compter du 21 novembre 2022 ;
- Vu le règlement intérieur de l'École normale supérieure Paris-Saclay.

DECISION N°2026-004
Portant nomination du Directeur de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP)

La Présidente de l'ENS Paris-Saclay

Décide

Article 1

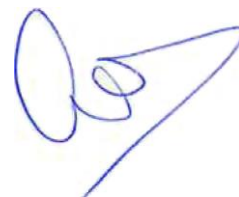
Monsieur G r me TRUC est nommé Directeur de l'Institut des sciences sociales du politique.

Article 2

Cette décision prend effet le 1^{er} janvier 2026 pour une durée de 5 ans.

Fait   Gif-sur-Yvette, le 15/12/2025.

La Présidente de l'ENS Paris-Saclay



Nathalie CARRASCO

- Vu le code de l'Éducation ;
- Vu l'article 6 du décret n°2011-21 du 5 janvier 2011 modifié relatif à l'École normale supérieure Paris-Saclay ;
- Vu l'article 10 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret du 21 novembre 2022 portant nomination de Nathalie CARRASCO en qualité de Présidente de l'École normale supérieure Paris-Saclay ;
- Vu la décision n°2026-004 portant nomination de M. Gêrôme TRUC en tant que directeur de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) ;

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE N°2026-026

La Présidente

DECIDE

Article 1 Périmètre de la délégation de signature

Délégation de signature est donnée à Gêrôme TRUC, directeur de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) à l'effet de signer au nom de la présidente de l'ENS Paris-Saclay, et dans la limite des attributions qui lui sont confiées par l'ENS Paris-Saclay, les actes mentionnés ci-après :

- Les actes concernant le fonctionnement de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) ;
- L'engagement juridique des dépenses limité à 5 000 € en fonctionnement et 5 000 € en investissement ;
- La certification du service fait, valant ordre de payer donné à l'agent comptable, sans limite de montant.
- La constatation des droits nés de la réalisation d'une prestation ou d'une vente ;
- La liquidation du montant à percevoir.

Article 2 Exclusions

Sont exclus de la présente délégation :

- Les actes concernant directement le délégataire ;
- Les conventions et leurs éventuels avenants ;
- Les contrats de recrutement des personnels et leurs éventuels avenants ;
- Les décisions d'octroi de primes, d'aides financières, de subventions et dons ;
- Tous les actes de nature juridique et budgétaire relatifs aux achats en matière de travaux et de maintenance immobilière ;
- Les adhésions à des associations ;
- Les décisions de nomination de personnels, de jurys d'examen, de jurys de concours, de comité de recrutement, des commissions pédagogiques ;
- Toute décision relative à la scolarité des apprenants relevant de la compétence des jurys, d'autres commissions ou d'une autre autorité ;

-
- Les diplômes.

Article 3 Durée

La présente délégation prend effet à compter du 01/01/2026 et prend fin immédiatement en cas de fin de fonctions du délégant ou du délégataire.

Article 4 Mentions obligatoires

Tout acte signé par délégation doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- « Pour la présidente et par délégation »
- Le prénom, le nom et la fonction du délégataire.

Article 5 Exécution

Les délégataires sont accrédités par la notification à l'agent comptable de l'acte leur conférant délégation de signature, selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

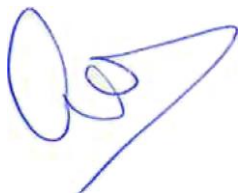
La présente décision abroge toute délégation de signature antérieure au bénéfice du même délégataire.

Toute subdélégation est interdite.

Le directeur général des services et l'agent comptable sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 17/12/2025

La présidente de l'ENS Paris-Saclay



Nathalie CARRASCO

- Vu le code de l'Éducation ;
- Vu le décret du n°2011-21 du 5 janvier 2011 relatif à l'École normale supérieure Paris-Saclay ;
- Vu le décret du 21 novembre 2022 portant nomination de Nathalie CARRASCO en qualité de Présidente de l'École normale supérieure Paris-Saclay à compter du 21 novembre 2022 ;
- Vu le règlement intérieur de l'École normale supérieure Paris-Saclay.

DECISION N°2026-005
Portant nomination du Directeur adjoint de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP)

La Présidente de l'ENS Paris-Saclay

Décide

Article 1

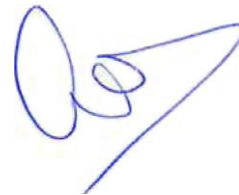
Monsieur Baptiste COULMONT est nommé Directeur adjoint de l'Institut des sciences sociales du politique.

Article 2

Cette décision prend effet le 1^{er} janvier 2026 pour une durée de 5 ans.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 15/12/2025.

La Présidente de l'ENS Paris-Saclay



Nathalie CARRASCO

- Vu le code de l'Éducation ;
- Vu l'article 6 du décret n°2011-21 du 5 janvier 2011 modifié relatif à l'École normale supérieure Paris-Saclay ;
- Vu l'article 10 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu le décret du 21 novembre 2022 portant nomination de Nathalie CARRASCO en qualité de Présidente de l'École normale supérieure Paris-Saclay ;
- Vu la décision n°2026-005 portant nomination de M. Baptiste COULMONT en tant que directeur adjoint de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP);

DECISION PORTANT DELEGATION DE SIGNATURE N°2026-027

La Présidente

DECIDE

Article 1 Périmètre de la délégation de signature

Délégation de signature est donnée à Baptiste COULMONT, directeur adjoint de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) à l'effet de signer au nom de la présidente de l'ENS Paris-Saclay, et dans la limite des attributions qui lui sont confiées par l'ENS Paris-Saclay, les actes mentionnés ci-après :

- Les actes concernant le fonctionnement de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) ;
- L'engagement juridique des dépenses limité à 5 000 € en fonctionnement et 5 000 € en investissement ;
- La certification du service fait, valant ordre de payer donné à l'agent comptable, sans limite de montant.
- La constatation des droits nés de la réalisation d'une prestation ou d'une vente ;
- La liquidation du montant à percevoir.

Article 2 Exclusions

Sont exclus de la présente délégation :

- Les actes concernant directement le délégataire ;
- Les conventions et leurs éventuels avenants ;
- Les contrats de recrutement des personnels et leurs éventuels avenants ;
- Les décisions d'octroi de primes, d'aides financières, de subventions et dons ;
- Tous les actes de nature juridique et budgétaire relatifs aux achats en matière de travaux et de maintenance immobilière ;
- Les adhésions à des associations ;
- Les décisions de nomination de personnels, de jurys d'examen, de jurys de concours, de comité de recrutement, des commissions pédagogiques ;

-
- Toute décision relative à la scolarité des apprenants relevant de la compétence des jurys, d'autres commissions ou d'une autre autorité ;
 - Les diplômes.

Article 3 Durée

La présente délégation prend effet à compter du 01/01/2026 et prend fin immédiatement en cas de fin de fonctions du délégant ou du délégataire.

Article 4 Mentions obligatoires

Tout acte signé par délégation doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- « Pour la présidente et par délégation »
- Le prénom, le nom et la fonction du délégataire.

Article 5 Exécution

Les délégataires sont accrédités par la notification à l'agent comptable de l'acte leur conférant délégation de signature, selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 25 juillet 2013 fixant les modalités d'accréditation des ordonnateurs auprès des comptables publics assignataires en application de l'article 10 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

La présente décision abroge toute délégation de signature antérieure au bénéfice du même délégataire.

Toute subdélégation est interdite.

Le directeur général des services et l'agent comptable sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 17/12/2025

La présidente de l'ENS Paris-Saclay



Nathalie CARRASCO